

LES FAITS MARQUANTS DE LA CDP 9 A LA CLD: MARDI 22 SEPTEMBRE 2009

Les délégués à la CdP 9 de la CLD ont parachevé, durant la séance plénière du matin, leur examen de l'ordre du jour et programme de travail et l'élection du Bureau, puis, se sont réunis dans la Grande commission (GC) et dans le Comité de la science et technologie (CST).

LA PLENIERE

Le président de la CdP, Homero Bibiloni, a ouvert la réunion et les délégués ont approuvé l'ordre du jour. Il a résumé les discussions, tenues au sein du Bureau, sur le segment de haut niveau et la participation de la société civile. Les délégués devaient, ensuite, élire les vice-présidents: Stephen Muwaya (Ouganda), Sandjima Dounia (Tchad), Xianliang Yi (Chine), Naser Moghaddasi (Iran), Yuriy Kolmaz (Ukraine), Giergi Kolbin (Géorgie), Alejandro Jacques (Mexique), Christine Dawson (Etat-Unis) et Franz Breiweiser (Autriche). Les délégués ont élu Klaus Kellner (Afrique du Sud) en tant que Président du CST et Ismail Abdel Galil Hussein (Égypte) en tant que président de la GC. Les délégués ont noté qu'Israël Torres (Panama) a été élu à la présidence des CRIC 7 et 8.

Les délégués ont approuvé l'accréditation des ONG, des OIG et des observateurs (ICCD / COP (9) / 16).

Les délégués ont examiné la question de savoir à quel moment le nouveau président du CST devait commencer sa prise de fonction. Le GROUPE ASIATIQUE, le GROUPE AFRICAIN et l'UE, contrés par le GROUPE DES PAL, ont suggéré que le président prenne ses fonctions le vendredi 25 septembre. Le GROUPE DES PAL a souligné que le règlement intérieur devait être respecté, tandis que la SYRIE a mis en garde que l'Afrique disposera de quatre sièges au sein du Bureau. Le Président a indiqué qu'en raison de l'absence de consensus, le nouveau président du CST devait prendre ses fonctions immédiatement, et a suggéré qu'il y ait une large collaboration entre les présidents sortant et entrant.

LA GRANDE COMMISSION

LES PROGRAMME ET BUDGET: Le Secrétariat a présenté les programme du Secrétariat et budget (ICCD/COP(9)/5 et Add.1) et le MM a présenté les programme et budget du MM pour l'exercice biennal 2010-2011 (ICCD/COP(9)/5/Add.2).

L'UE a souligné le besoin de savoir quelles ressources financières proviennent de la source centrale, de la source complémentaire et de la source extrabudgétaire. Le JAPON et les ETATS-UNIS se sont déclarés préoccupés par l'augmentation du budget, compte tenu du climat financier actuel. Les ETATS-UNIS ont indiqué que le budget allouait des ressources pour des activités dépassant les mandats de la Convention et de la Stratégie. Le GROUPE DES PAL a indiqué que les pays de son annexe régionale n'étaient pas tous d'accord avec l'appui apporté au budget, la journée précédente, par le G-77/Chine.

Le GROUPE DES PAL a déploré le fait que le Secrétariat ait distribué un document non officiel intitulé seulement avant la présente session, bien que sa région eût soulevé des questions ayant trait au budget lors de la réunion régionale.

ÉVALUATION DU MM PAR LE CCI: Even Fontaine Ortiz, président du CCI, a présenté le rapport du CCI concernant l'évaluation du MM (JIU/Rep 2009/4). Il a expliqué que l'évaluation exhaustive des performances du MM a nécessité un examen de l'architecture globale de la Convention. Il a indiqué que le rendement général du MM a été bon et que, par conséquent, les inspecteurs se sont concentrés sur la relation entre le MM et le Secrétariat. Le CCI a conclu, entre autres: que le programme de travail conjoint était indigent, que la coordination était mauvaise, que les mandats étaient imprécis et que les synergies entre les deux institutions et avec d'autres institutions des Nations Unies, n'étaient pas suffisamment promues.

Le GROUPE DES PAL, le GROUPE AFRICAIN et d'autres se sont déclarés préoccupés par la diffusion tardive du rapport et par l'absence de traductions en temps opportun. L'OUGANDA a posé la question de savoir dans quelle mesure le CCI a suivi son mandat d'origine.

Le GROUPE DES PAL a déclaré que le MM devait améliorer l'efficacité, la transparence et l'imputabilité envers la CdP, et que la CdP devait fournir des indications claires à cet égard.

Le BÉNIN et le SÉNÉGAL ont remis en question l'élimination du scénario 3, dans lequel le MM devient un fonds, le MAROC signalant que la CLD a établi plusieurs fonds.

La SUISSE, l'AFRIQUE DU SUD et la GAMBIE ont souligné l'importance d'une décision consacrée au traitement de la question de la coordination entre le MM et le Secrétariat.

Dans l'après-midi, Christian Mersmann, MM, a déclaré que le MM appuie les cinq recommandations du CCI. Il a ajouté que le scénario 1, qui porte sur un statu quo amélioré, faisait écho à ces recommandations. Il a précisé qu'avec le scénario 2, la convention devra être rouverte.

La NORVEGE et le JAPON ont souhaité savoir quelles étaient les implications juridiques d'une fusion entre le MM et le Secrétariat. Les OSC ont encouragé les réformes institutionnelles à ne pas négliger la participation de la société civile. Le GUATEMALA a souhaité savoir le nombre de fois où le Secrétariat et le MM s'étaient rencontrés l'année dernière.

L'opportunité d'établir un groupe de contact a été examinée. Le BRÉSIL et l'ARGENTINE ont déclaré qu'un mandat et des attributions doivent être établis. Le PANAMA et le COSTA RICA ont indiqué qu'un groupe de travail ad hoc devrait être établi et qu'une décision sur les arrangements institutionnels devrait être prise lors d'une future CdP. Plus tard dans l'après-midi, le président de la GC a lu une proposition de mandat pour le groupe de contact.

L'ALGÉRIE a demandé que le texte du mandat soit présenté par écrit et a proposé son amendement. Les participants ont longuement examiné le point de savoir s'il fallait réviser le mandat du Groupe de contact au sein de la GC ou au sein du groupe de contact lui-même. Le GROUPE DES PAL, avec l'appui des ETATS-UNIS, de l'UE, de nombreuses parties africaines et d'autres, a souhaité proposer un amendement. Certaines parties ont indiqué qu'elles ne pouvaient pas examiner l'amendement sans traduction. Les parties ont convenu d'examiner le mandat et l'amendement dans des consultations régionales informelles, le 23 septembre, après quoi le groupe de contact se réunirait et adopterait son mandat.

COORDINATION REGIONALE: Le Secrétariat a introduit le document sur les mécanismes pour faciliter la coordination régionale de la mise en œuvre de la Convention (ICCD/COP (9)/3). L'UE, la SUISSE et la NORVEGE ont apporté leur appui à l'idée d'utiliser les mécanismes de coordination régionale d'autres organismes des Nations Unies, disponibles, et d'éviter de créer des structures qui se chevauchent. Le GROUPE DES PAL et l'ARABIE SAOUDITE ont souligné l'importance des mécanismes régionaux. Le PAKISTAN a appuyé l'établissement de mécanismes régionaux avec le budget qui leur est nécessaire, tandis que le JAPON a encouragé l'optimisation de l'utilité des institutions existantes, pour maintenir les niveaux budgétaires. La NORVEGE, la SUISSE et le GROUPE DES PAL se sont opposés à une décentralisation des fonctions du Secrétariat de Bonn, dans les régions.

MANDAT DU CRIC: Le président de la GC a annoncé que le point relatif au mandat du Comité chargé d'examiner la mise en œuvre de la Convention, prévu pour la présente session serait abordé lors de la première réunion du CRIC. L'UE a souligné que c'est la GC, et pas le Comité, qui devrait établir le mandat. Le Secrétaire exécutif, Gnacadja, a précisé que le CRIC examinera ses mandats et attributions et qu'il enverra ses suggestions à la GC, pour examen.

ALIGNEMENT DES PROGRAMMES D'ACTION AVEC LA STRATEGIE: Le Secrétariat a présenté le document ICCD/COP (9)/2 et Add.1 concernant l'alignement des programmes d'action avec la Stratégie. L'UE a déclaré que son groupe souhaitait voir la manière dont les directives seraient appliquées. Le MAROC, le GUATEMALA et le COSTA RICA ont fait observer qu'il est difficile que les directives soient appliquées par des régions et des pays de conditions différentes.

COMITÉ DE LA SCIENCE ET DE LA TECHNOLOGIE

Le président du CST, Kellner, a ouvert la CST 9 et a indiqué que le CST devrait tenir compte des questions émergentes. Il a proposé de permettre au président de la CST 8, William Dar, de siéger en tant que président jusqu'à vendredi 25 septembre. Le BRESIL, l'ARGENTINE, la BOLIVIE et le CHILI ont mis en garde que cela serait contraire au règlement intérieur. Le MALI, le MAROC, l'AFRIQUE DU SUD, le BURKINA FASO et le BELARUS ont apporté leur appui à l'idée d'avoir les présidents des CST 8 et 9 en tant que co-présidents de la session. Le président de la CST 9, Kellner, a indiqué qu'il présiderait la réunion en collaboration avec le président de la CST 8, Dar.

ELECTION DES MEMBRES DU BUREAU: La CST 9 a élu Mihajlo Markovic (Bosnie-Herzégovine), Warapon Waramit (Thaïlande), Cesar Altamirano (Bolivie) et Lawrence Townley-Smith (Canada) vice-présidents pour le Bureau de la CST 9.

ADOPTION DE L'ORDRE DU JOUR ET ORGANISATION DES TRAVAUX: Au sujet de l'ordre du jour provisoire (ICCD/COP (9)/CST/1), la JAMAÏQUE, appuyée par le BRESIL et contrée par l'UE, a proposé de réduire la durée de la première Conférence scientifique à une journée et demie. Le Secrétaire a suggéré de soumettre cette question au Bureau du CST. Le CHILI a déclaré que la première Conférence scientifique devrait faire partie du CST et non un processus parallèle. Les délégués ont adopté l'ordre du jour et l'organisation des travaux, et un groupe de contact a été établi pour l'élaboration des conclusions.

PROJETS DES PLAN ET PROGRAMME DE TRAVAIL: Le Secrétariat a présenté le projet de plan de travail quadriennal et le projet de programme de travail biennal chiffrés pour le CST (ICCD/COP (9)/CST/3 et ICCD/COP (9)/5/Add. 3). L'UE a souligné la nécessité de surveiller les résultats de la Conférence scientifique et s'assurer de leur communication à l'issue de l'événement. Il a indiqué que le calendrier et les modalités des futures Conférences scientifiques devaient être examinés. Il a précisé que le plan de travail devrait avoir une feuille de route pour la poursuite des travaux sur les indicateurs et que les indicateurs de performance devraient, autant que possible, être quantifiés.

REMODELAGE DU FONCTIONNEMENT DU CST: Les délégués ont examiné le point de savoir si des plaques indiquant le nom des pays étaient nécessaires à la conférence scientifique, l'ARGENTINE, le BRESIL, la CHINE, la JAMAÏQUE et le PAKI-

STAN soulignant le caractère politique de la Conférence. Le SAINT-SIÈGE a déclaré: "la science devrait parler librement" et le MAROC a approuvé.

LA CONFERENCE SCIENTIFIQUE

Le président de la CST 9, Kellner, a ouvert la première Conférence scientifique de la CLD, qui, a-t-il indiqué, vient inaugurer une nouvelle approche. Le président de la Conférence scientifique, Dar, a rappelé que la CLD reconnaît l'importance de la science pour comprendre la dégradation des terres et pour trouver des solutions permettant de réduire la vulnérabilité et d'accroître la capacité de résistance dans les pays en développement. Mark Winslow, Coordonnateur DSD, a donné un aperçu du processus consultatif qui a abouti à l'organisation de la première conférence scientifique. Elysa David, au nom du Secrétaire exécutif, Gnacadja, a souligné la nécessité de montrer au monde pourquoi les sols sont importants, et a dit que c'est seulement avec ces informations que nous pouvons attirer attention et financements.

LES DECLARATIONS LIMINAIRES: Mahmoud Solh (DSD président-directeur-général, ICARDA) a parlé du rôle de la science et de la technologie dans la lutte contre les DLDD dans les zones arides. Au cours du débat, le NIGER a souligné l'importance des programmes de recherche nationaux. La BOLIVIE, le CHILI et l'INDE ont attiré l'attention sur l'importance des savoirs traditionnels. Le CHILI a déclaré que les causes de la désertification autres que la pauvreté devraient être examinées. Le MAROC a mis en exergue l'importance de la recherche en matière de techniques et d'approches. L'ARGENTINE a déclaré que l'agriculture de conservation nécessite des apports que les petits agriculteurs ne sont probablement pas en mesure de financer.

Elena Abraham, directrice, Instituto Argentino de Investigaciones de las Zonas áridas (IADIZA), a présenté un exposé "Evaluation et surveillance de la désertification en Argentine." Les participants ont posé des questions qui ont porté sur: la manière dont ces expériences d'études de cas pouvaient être extrapolées (NAMIBIE), la proportion de terres remises en état (NIGER), la manière dont les agriculteurs et les responsables politiques pouvaient utiliser la méthodologie de surveillance et d'évaluation (CUBA), les causes naturelles et humaines de l'érosion des sols et de la désertification (YEMEN), la proportion de la dégradation des sols pouvant être attribuée à la mauvaise gestion ou à de mauvaises politiques (ZIMBABWE), des précisions concernant les indicateurs utilisés (GUINÉE) ainsi que sur les aspects socio-économiques (MEXIQUE).

ANNONCES FAITES PAR LES INITIATIVES MONDIALES: Les délégués ont reçu des données concernant quatre initiatives mondiales. Mariam Akhtar-Schuster a annoncé que European DesertNet deviendrait DesertNet International. Michael Mortimore a introduit le Paradigme des opportunités offertes dans les zones arides, de l'UICN. Uriel Safriel a indiqué qu'un réseau mondial des instituts de recherche sur les zones arides serait lancé le 24 septembre. Tristan Tyrrell a parlé du Partenariat sur les indicateurs de biodiversité pour 2010.

DANS LES COULOIRS

De nombreux délégués ont quitté le deuxième jour de la Conférence des Parties, frustrés du fait que le débat ait été dominé par les questions de forme encore en suspens. Certains ont déclaré craindre que c'est probablement l'absence de leadership qui est à blâmer, ce qui, ont-ils anticipé, continuerait d'entraver la tenue de discussions de fond dans les prochains jours. S'agissant du ton vigoureux de l'exposé du CCI sur la relation entre le MM et le Secrétariat, de nombreuses contributions ont souligné que la gestion du MM n'a pas été mise en question. Un délégué a résumé les vues de beaucoup quand il a dit que travailler avec le MM et le Secrétariat "c'est comme traiter avec des parents divorcés," et a souligné l'importance d'une solution à l'amiable avec une délimitation claire des responsabilités.

Dans l'intervalle, la salle comble de la conférence scientifique a suscité de nombreuses réactions positives, beaucoup faisant état de l'engagement croissant des chercheurs issus de divers domaines, comme en témoignent les annonces de création de nouveaux réseaux scientifiques.